



28 mars 2007

**Centre d'Information sur les Renseignements
et le Terrorisme
au Centre d'Etudes Spéciales (CES)**

Suite à un appel du procureur général d'Argentine, Interpol a lancé des mandats d'arrêt internationaux contre cinq Iraniens et un membre du Hezbollah pour leur implication dans l'attentat suicide contre le centre communautaire juif (AMIA) de Buenos Aires en 1994.¹



Les six individus recherchés. En haut, de gauche à droite: Ali Akbar Heshemi Bahramie Rafsanjani, Ali Fallahijan, Ali Akbar Velayati, Mohsen Rezai. En bas, de gauche à droite: Imad Moughnieh, Mohsen Rabbani, Ahmad Reza Asghari (également connu sous le nom de Mohsen Randjbaran), Ahmad Vahidi. Photo: site du bureau du Procureur général, Argentine. Interpol n'a pas lancé de mandats d'arrêt contre Ali Rafsanjani (premier en haut à gauche) et Ali Velayati (en haut, troisième en partant de la gauche), probablement en raison de considérations politiques.

¹ A ce sujet, voir l'article de Novembre 2006 "L'Argentine accuse d'Iran d'être responsable de l'attaque terroriste commise par le Hezbollah contre le Centre communautaire juif de Buenos Aires (AMIA) en 1994. Suite à la décision du Ministère public, un juge argentin a lancé des mandats d'arrêt contre sept personnalités iraniennes et un membre du Hezbollah" à l'adresse http://www.terrorism-info.org.il/malam_multimedia/fr_n/pdf/argentine_amia_f.pdf Le juge Dr. Rodolfo Canicoba Corral a lancé des mandats d'arrêt contre sept personnalités iraniennes, y compris l'ancien Président Rafsanjani et le haut responsable du Hezbollah Imad Moughnieh (12 novembre 2006).

1. Le Comité Exécutif² d'Interpol a publié des notices rouges³ contre un membre du Hezbollah et cinq personnalités iraniennes. Les six individus sont soupçonnés d'être impliqués dans l'attentat du 18 juillet 1994 contre le centre communautaire juif de Buenos Aires (AMIA), dans lequel 85 personnes avaient été tuées et des centaines blessées.⁴



Les ruines du bâtiment de l'AMIA

2. Les six individus en question sont :

A. **Imad Moughnieh**, adjoint militaire de Hassan Nasrallah et chef des renseignements extérieurs du Hezbollah. Moughnieh est un terroriste recherché responsable de nombreuses attaques contre des cibles occidentales, israéliennes et juives au Liban et dans d'autres pays. Il est recherché par les Etats-Unis.

² Le Comité Exécutif d'Interpol est un organe élu, qui, selon l'Article 22 de la Constitution d'Interpol, se réunit trois fois par an, en Mars, en Juillet et aussitôt après l'Assemblée Générale. Son rôle est de superviser l'exécution des décisions de l'Assemblée Générale, de préparer l'agenda des sessions de l'Assemblée Générale, de soumettre des programmes de travail ou des projets qu'il considère utiles et de contrôler le travail du Secrétaire Général.

³ Une **notice rouge** prévoit l'arrestation d'une personne recherchée sur la base d'un mandat d'arrêt. Interpol ne peut forcer aucun pays à arrêter ou à extraditer des suspects. Toutefois, les personnes recherchées peuvent être arrêtées en dehors des frontières de leur pays selon des lois d'extradition en cours dans les pays concernés.

⁴ Le 18 juillet 1994 à 9h53 (heure argentine), un terroriste suicide du Hezbollah s'est fait exploser dans le bâtiment du centre communautaire juif de la capitale argentine. Pour plus de détails, voir l'article (en anglais) de Juillet 2003, intitulé "Hezbollah – Profile of the Lebanese Shiite Terrorist Organization of Global Reach Sponsored by Iran and Supported by Syria (Part B)," à l'adresse http://www.terrorisminfo.org.il/malam_multimedia//ENGLISH/IRAN/PDF/JULY_03.PDF.



Imad Fayiz Moughnieh (Al-Nahar, 17 février 2002)

B. **Mohsen Rabbani**, attaché culturel iranien à Buenos Aires à l'époque.

C. **Ahmad Reza Asghari** (aussi connu sous le nom de Mohsen Randjbaran), troisième secrétaire de l'ambassade iranienne à Buenos Aires au moment des faits.

D. **Ahmad Vahidi**, ancien commandant de la **Force Qods** et actuel vice Ministre de la Défense.

E. **Mohsen Rezai**, ancien commandant des Gardes de la Révolution iranienne,⁵ actuel secrétaire du Conseil de discernement des intérêts de la République.

F. **Ali Fallahijan**, Ministre des Renseignements et de la Sécurité à l'époque, actuel conseiller de Khamenei.

3. Le 10 novembre 2006, le procureur général d'Argentine a lancé des mandats d'arrêt internationaux contre l'ancien Président iranien Ali Rafsanjani et huit autres individus impliqués dans l'attentat de l'AMIA, les accusant de **crimes contre l'humanité**. Deux semaines plus tard, l'Argentine a demandé à Interpol de lancer des mandats d'arrêt contre les neuf hommes (dont huit **Iraniens**). Le Comité Exécutif d'Interpol a annoncé qu'après avoir étudié les dépositions écrites et orales soumises par l'Argentine et l'Iran, il a décidé d'adopter les conclusions

⁵ La Force Qods, commandée aujourd'hui par Qassem Suleimani, est responsable des opérations du Hezbollah et d'autres organisations terroristes tant au Liban que dans d'autres pays dans le monde. Un article sur la Force sera bientôt publié.

du rapport du département juridique de l'organisation concernant le lancement de mandats d'arrêt internationaux contre cinq Iraniens et un membre du Hezbollah impliqués dans l'attaque.

4. Les mandats prendront effet le 31 mars 2007, à moins que l'Argentine ou l'Iran (ou tout autre pays) ne fasse appel. Dans ce cas, le dossier sera transféré à l'Assemblée Générale d'Interpol pour délibération qui devrait avoir lieu au mois de Novembre 2007. Interpol n'a pas lancé de mandat d'arrêt international contre l'ancien Président iranien **Ali Rafsanjani**, l'ancien Ministre des Affaires étrangères **Ali Akbar Velayati** et l'ancien ambassadeur iranien en Argentine **Hadi Suleimanpour**, qui figuraient pourtant sur la liste d'extradition présentée par les Argentins, selon nous en raison de considérations politiques.⁶

5. L'**Iran** dément toute implication dans l'attaque et a critiqué les enquêtes menées en Argentine ainsi que la décision du Comité Exécutif d'Interpol. Les porte-parole iraniens ont déclaré que la décision d'Interpol était inacceptable et que les mandats d'arrêt représentaient une violation de la constitution d'Interpol. Des sources iraniennes ont qualifié la décision de "complot sioniste" visant à détourner l'attention internationale des "crimes d'Israël contre les femmes et les enfants en Palestine". Téhéran n'a pas encore fait appel de la décision d'Interpol.

⁶ A la demande de l'Argentine, Hadi Suleimanpour a été arrêté par les autorités britanniques en 2003, mais a été relâché peu de temps après.